

Le 4/07/2010

Il faut sauver le CRAP et le GFEN !

Le SNPI-FSU dénonce avec vigueur la violence froide et cynique faite par le ministère à deux des plus prestigieuses associations éducatives de notre pays.

Alors que l'on apprend que la secrétaire d'État aux sports a réclamé une rallonge de 150 000 euros pour ses frais de déplacement depuis janvier, alors que l'on apprend que la plus grosse fortune de France a bénéficié d'un chèque de 30 millions d'euros de bouclier fiscal en même temps qu'elle faisait échapper au fisc des sommes beaucoup plus importantes, alors que l'on se souvient qu'il y a un an l'État a dépensé 400 000 euros pour surveiller la villa corse de l'acteur Christian Clavier, le ministre de l'Éducation nationale, porte-parole du gouvernement, vient de faire savoir qu'il supprimait la subvention permettant de rémunérer deux des quatre emplois permanents nécessaires au fonctionnement du CRAP et du GFEN.

Tout ici est indécent et inacceptable ! Le contexte politique délétère et détestable, mais aussi la méthode : une annonce sèche et brutale ayant effet dès le 1^{er} septembre prochain, sans le moindre égard pour les personnes et pour les institutions associatives. Le choix de la date de cette annonce le jour de la fin de l'année scolaire ne peut être un hasard et ne grandit pas l'auteur.

Le CRAP et le GFEN sont deux grandes associations pédagogiques qui ont apporté à l'Éducation nationale une immense contribution didactique et éducative. Elles fonctionnent grâce à l'engagement de milliers de bénévoles passionnés par l'enjeu éducatif dans le contrat social de notre pays. Elles ne mobilisent que quatre emplois salariés permanents pour structurer cette œuvre éminente.

En supprimant la subvention nécessaire pour deux emplois, il est clair que le gouvernement marque une étape supplémentaire dans la véritable guerre idéologique qu'il mène depuis trois ans contre tout ce qui a fait l'école de la République.

Le SNPI-FSU apporte son soutien sans équivoque au CRAP et au GFEN qui ont fourni des centaines de ressources pédagogiques aux inspecteurs dans leur mission de formation des enseignants. Il appelle le gouvernement à prendre la mesure des conséquences d'un tel acte pour le monde enseignant, et à revenir sur cette décision scandaleuse.

La CAN du SNPI-FSU